

MEMOIRES D'AVENSAN

1906 - 1920

Pour comprendre qui nous sommes, il est essentiel de savoir quelles sont nos racines et quels sont les chemins qui nous ont servi de guide.

Le rêveur que je suis a laissé parler sa mémoire et de nombreux souvenirs ont peu à peu ressurgi d'un rêve lointain, pourtant tout proche. Notre haute Lande, dans ses lambeaux de brume, nos forêts de pins presque centenaires bercées par la brise océane alanguie par les cimes de ces géants aux pieds d'argile, ont fait notre histoire, au milieu des drames, des joies, des déceptions et des espoirs toujours renouvelés. Ces chemins de rocailles, de graves et de cailloux labourés d'attelages, humectés de la sueur des hommes, des femmes, ont pu mener nos pas jusque dans notre paroisse SAINT PIERRE d'AVENSAN, de la JALLE de TIQUETORTE à l'AIRIAL de SAINT RAPHAEL, « patrie » de PEY BERLAND, notre grand SAINT à nous, les vieux du village.

Ce rêve est dans l'air, les senteurs, la douceur de vivre et les drames des guerres, qui, au cours de ce siècle passé, ont fait naître notre commune, jour après jour au rythme lent de la vie d'autrefois. On voudrait tant y revenir...

On voudrait voir le berger sur ses échasses surveillant son troupeau dans nos MATRUQUES, au milieu des bruyères, des genêts et des ajoncs.

On voudrait voir nos chemins plus étroits, sans voiture ni bruit.

On voudrait pouvoir s'agenouiller et boire l'eau de la source.

On voudrait avoir le temps de regarder l'oiseau, admirer le ciel, la course des nuages, laisser la pluie laver notre visage, regarder les nuées de pollens courir sur notre Lande un matin de printemps.

On voudrait, on voudrait....

Hélas, le rêve s'effiloche, se déchire sur les rigueurs de la réalité et nous jette à la face cette fulgurante ascension que la vie d'aujourd'hui nous impose.

Alors le voyageur que je suis, perdu dans cette nostalgie, a remonté le temps et s'est penché sur le côté plus concret et parfois anecdotique de notre passé. Je me suis assis sur le vieux tronc de chêne au bord de la gravée, à l'ombre d'une forêt d'ormes, de charmes, de pins et de quelques merisiers. Je ne saurais dire où et je vous livre mon propos. Une histoire simple, banale, ennuyeuse pour certains, pleine d'intérêts pour d'autres, mais c'est tout simplement la nôtre et c'est là son grand mérite.

Et puis vous le savez bien, ce livre d'histoires peut être fermé et ouvert à la page que l'on veut, quand on le veut. Votre curiosité s'éveillera et ces quelques pages vous donneront envie de poursuivre ce voyage.

1906 Mes pensées vagabondent en ce début du XX^{ème} siècle où Monsieur René CLAUZEL est Maire d'Avensan. Nous entrons dans une phase active de réorganisation communale car la séparation de l'Eglise et de l'Etat vient d'avoir lieu. Il nous faut une poste, plus exactement un bureau pour le receveur. On achète une maison à une famille GOFFRE pour 9 700 F. (c'est la poste et le cabinet dentaire actuels) et on crée la poste, la maison du garde champêtre et de l'instituteur adjoint. Bien sûr, on fait aussi le bureau du receveur des postes.

La recette de la commune (le budget) est à cette époque d'environ 35 500 F.

Le curé FORGUE reçoit une rente communale de 110 F. par an.

On paye bien entendu le facteur qui porte les dépêches à la gare, à hauteur de 170 F. l'an. A cette époque, il passe environ six à huit trains par jour à notre gare.

Le gravier que l'on étend sur les chemins est payé 0,75 F. le mètre cube et il en faut, pour les quarante kilomètres à graver tous les ans. La commune possède en biens propres plusieurs sites d'où elle extrait les matériaux. C'est un poste du budget des plus importants et il est chaque année l'objet de tractations, d'adjudications, voire de conflits, car essentiel aux communications entre les villages.

On nettoie les passes et les chemins aux croissants (*aux bédouchs*). Les incendies des forêts sont à l'ordre du jour car c'est un désastre permanent.

1907 Le presbytère doit être, pour la première fois, loué au prêtre, c'est la loi. Un forfait symbolique de 50 F. par an lui sera demandé, avec la signature du bail qui prévoit aussi la mise à disposition par la commune de l'Eglise et de la chapelle.

On crée une adjudication pour vendre les produits de la gemme qui sont notre richesse essentielle après les bois.

Des plaintes sont arrivées en mairie car le nombreux bétail se trouvant dans les marais détruit fréquemment les clôtures et les gués. Le garde champêtre ne peut plus circuler librement, alors on nomme un garde marais par extension de compétence du garde des bassins inférieurs de la jalle.

Pour la première fois, on vote une aide au Syndicat d'AOC MEDOC et HAUT MEDOC de cinquante francs pour lutter contre la fraude.

Tous les produits de la forêt sont vendus de gré à gré : bois, taillis, chênes, pins morts, bruyères, carassons, poteaux de mines et même un peu de résine.

1908 Déjà quelques soucis car la Compagnie du Midi qui gère les trains a changé ses horaires. Les trains de 10h42, 13h12, 18h24 posent des problèmes de levées de courrier et on vote une motion demandant :

de respecter les horaires, d'avoir des voitures propres, d'éclairer les compartiments et de les chauffer. Il faut aussi que l'on se mette en conformité avec les nouveaux systèmes de freins automatiques. Enfin il faut que le ticket A/R soit valable plus longtemps pour les jours de foire.

On demande aussi à la poste le service téléphonique et télégraphique.

Une autre préoccupation est d'actualité : le problème du char funéraire sera résolu par le don du maire d'une voiture à quatre roues.

Une élection a lieu : Monsieur René CLAUZEL est réélu Maire et Monsieur Louis PLADEPOUZEAU Adjoint.

Il faut augmenter le salaire du sonneur de cloches : il percevra désormais cinquante francs l'an.

Un gros problème est traité, mais a demandé réflexion car la décision est exceptionnelle : la fête de SAINT PIERRE est repoussée de huit jours. C'est la première fois que cela arrive. Celle de SAINT RAPHAËL ne se fera plus le 15 JUILLET mais le Dimanche qui suit.

On subventionne le Syndicat MEDOC et HAUT MEDOC de 25 F.

Un propriétaire pose problème à HAUROT. Il veut s'approprier un fossé qui borde le communal. Il faudra quatre réunions de conseil, plusieurs transports sur les lieux et un arbitrage pour arriver à se mettre d'accord.

On ne rigole pas avec la terre et l'eau.

1909 La vie suit son cours, on vend encore de la résine, on subventionne le syndicat des vins, ainsi que l'aide aux vieillards. La répression des fraudes entre en course pour la première fois. On contrôle et on prélève des échantillons sur les huiles, les farines, le vin et l'essence de térébenthine. Pour cela la commune est ponctionnée de quarante francs l'an.

L'entretien des chemins vicinaux est un fléau pour les finances. Il faut dépenser plus de SEPT MILLE FRANCS l'an.

Le modernisme suit son chemin (*le progrès*) et une boîte aux lettres est demandée à PIMBALIN.

On proteste très énergiquement sur une loi qui ne vient pas et qui est essentielle à la protection de l'AOC BORDEAUX. Il faudrait que l'état protège le produit car à cette époque est appelé « Bordeaux » TOUT CE QUI EST VENDU à BORDEAUX. On veut que seuls les vins produits en Gironde soient du BORDEAUX. Logique mais pas évident à l'époque.

On vend 4110 PINS du communal d'HAUROT et 1887 des LONES pour la somme de 71 000F.

On crée LA CANTINE SCOLAIRE qui pourra servir une soupe chaude aux enfants de villages éloignés. Le Conseil pense que cela devrait donner de bons résultats moyennant une légère rétribution. On donne 200 F. de crédit pour commencer. Les maîtres font savoir qu'ils ne pourront pas s'occuper du service. *CQFD*.

C'est pourtant à l'initiative d'une institutrice que cette idée est lancée puisque c'est elle qui a servi les premiers repas.

1910 Les résiniers sont indisciplinés et on crée un règlement de gemmage. Les arbres de moins d'un mètre de circonférence n'auront pas de carre (entaille). De un mètre à 1,15m, une carre, pour les tailles supérieures, deux carres et plus.

On discute du bureau de poste qui a coûté 13 500 F. à la commune qui verse en sus 2 115 F. à la poste, alors que ce bureau à un chiffre d'affaire estimé à 100 000 F. On constate qu'il n'est ouvert que quatre heures par jour, ce qui oblige les Avensannais à aller soit à CASTELNAU soit à MOULIS. Il faut que ce bureau devienne recette d'état puisqu'il a un grand rendement.

On a beaucoup d'argent alors on achète des rentes d'état pour 60 000 F. On vote une subvention au garde champêtre de 20 F. pour l'usure de son vélo.

On crée le Bureau de Bienfaisance qui sera la base de notre CCAS actuel.

Hé oui je sais c'est du folklore me direz vous ? Eh non, c'est la vie. C'est nous hier dans notre Médoc.

1911 Notre commune n'a que quelques centaines d'habitants. Le conseil municipal est fort de onze membres. Un recensement se déroule le CINQ MARS.

Depuis quelques années, le torchon brûle pour cette fameuse loi sur le BORDEAUX. La Chambre des Députés et le Sénat annulent le projet. Tous les vins qui sont faits à BORDEAUX sont du BORDEAUX. Les viticulteurs répondent que tout ce qui est produit en GIRONDE est du BORDEAUX .

Furieux, le Conseil suit le Maire dans sa démission et la présente au Préfet.

Une nouvelle élection a lieu en 1912. M. René CLAUZEL est élu Maire et Monsieur L. PLADEPOUZEAU Adjoint.

Il lui faut régler un conflit à l'école où l'on veut nous supprimer une classe. Le Conseil est contre et le fait savoir. Il y a 52 enfants recensés, au lieu des 44 que dénombre l'Académie.

Le puits sous la garenne de SAINT RAPHAEL est creusé.

On creuse également des puits sur les passes pour lutter contre le feu et le maire est prié de « s'aboucher » avec le sieur LAFON, bouvier à LACANAU qui possède le matériel nécessaire pour défoncer les landes. On en profitera pour semer des pins.

On vote sur demande du Préfet une subvention de 100 F. pour l'étude de barrages électriques contre la grêle !! On demande que la gare SAINT LOUIS soit reliée à BORDEAUX SAINT JEAN.

1913 On adhère à un projet révolutionnaire qui est la création d'un BAC entre BLAYE et LAMARQUE. Une ligne de tramway prolongera le circuit jusqu'à SAINTE HELENE. Cependant tout n'est pas rose, car les horaires du train ont encore changé et on râle. Pour se défendre contre les incendies des forêts, on creuse encore des puits sur les passes. Et on se modernise !!! Huit machines à dos sont disponibles sur la commune, dont une aux BRUYERES, chez le berger.

On vend 150 pins de poteaux de mines et il faut 230 m³ de grave pour le chemin de SAINT RAPHAËL.

Les grandes vacances scolaires sont votées au 20 AOUT à cause des vendanges. (*Les enfants pourront aider*).

On vend la bruyère des communaux, on cube la grave pour les chemins. Il faut surveiller par vétérinaire les abattages de bétail. On refuse de subventionner la mise en route du tramway entre EYSINES et le TAILLAN.

1914 Il faut restreindre la chasse aux petits oiseaux qui ont disparu des vignes. Les insectes qui y prolifèrent sont un fléau pour la viticulture. Seuls les moyens « légaux » doivent être tolérés. *Hé oui ! Déjà des problèmes avec cette pauvre chasse, comme si elle était responsable de tous les maux.*

La guerre éclate et plusieurs familles sont de suite dans le besoin. Le conseil vote une aide de 0.80 à 2.25 F. par jour selon les cas et trois mille F. sont dégagés pour cela. On aidera les familles jusqu'à la fin de la guerre, « qui sera très rapide »...*Tu parles.*

L'abside de l'église est classée aux monuments historiques.

Il faut voter une subvention pour les convalescents militaire qui sont regroupés au Château LE CARTILLON à CUSSAC. Cent vingt francs par mois et par blessé.

1915 Cela devait arriver, deux trains sont supprimés et on revendique pour qu'ils soient maintenus.

Il n'y aura pas de fête du 14 JUILLET et le budget de cette journée ira aux familles de prisonniers.

1916 La vie continue avec des frais pour la poste, pour la gare, les chemins vicinaux et l'assistance aux nécessiteux. Une aide de 50 F. est votée pour les soldats tuberculeux ou gazés. Ils seront admis à l'Assistance Médicale Gratuite. Il faut trouver des volontaires pour remettre en cultures les jachères créées par le départ au front. Il faut aussi trouver un local pour installer le bouilleur de cru, important à l'époque. *Il faut de la gnole pour les soldats au front.*

1917 La première pétition est en Mairie en 1917, signée par les habitants du PONT et de BARREAU qui se plaignent que le courrier distribué tous les deux jours arrive trop tard

en soirée, ce qui ne leur permet pas de répondre le même jour. *Il faut que ça cesse, non mais alors !!!*

Et puis le 16 AVRIL, un cantonnier départemental qui faisait brûler le bord des routes par vent violent a mis le feu aux communaux. Les dégâts sont considérables et l'on devra vendre pour 10 000 F. de pins. Le département ne veut pas traiter à l'amiable pour l'indemnité des dégâts. On intente une procédure.

La vie coûte cher, le garde champêtre reçoit une aide de cherté de vie de 100 F. et le facteur de 15 F. pour son bureau.

Les taxes et les réquisitions font que les agriculteurs ne veulent plus travailler pour ne pas payer et les denrées manquent.

Et puis c'est fait. Deux trains ne passeront plus, il ne sont plus que quatre par jour.

Tout va mal pendant la guerre, les trains, la poste, le porteur de télégramme etc. Pour que ça marche, la commune fait des efforts mais c'est la guerre et la parole et les personnes sont très versatiles.

1918 Il faut vendre des bois. 2435 pins dont 1085 de brûlés sont vendus à SAINT RAPHAEL. Cela concerne 33 Hectares, soit une moyenne de 73 Pins à l'hectare !!

On augmente les deux cantonniers de 20 F. par mois.

De très gros incendies ont lieu, mettant à mal les recettes communales. Ce sont 3835 pins qui sont vendus pour 42 500 F. Le poste incendie a fait son œuvre.

Parallèlement, on achète pour 3 000 F. de rente d'emprunt national.

On demande que le bureau du receveur des postes soit transformé en recette de troisième classe afin de ne plus assurer son financement.

1919 Quatre conseillers sont encore mobilisés.

La paie du sonneur de cloches passe à 200 F. l'an.

La souscription pour la création d'un monument aux morts se monte à 4441.25 F. La commune fera le complément.

Les barriques pour la résine ne seront plus transportées par les résiniers.

On supprime le droit de pacage des animaux de SAINT AUBIN dans la lande sur les MATRUQUES.

On achète 12 400 ZINCS et 13 400 POTS de résines, le tout pour 2036 F.

Trois mille francs sont votés pour donner du bois aux écoles et à la mairie.

Un nouveau conseil est installé en décembre 1919. M. René CLAUZEL est élu Maire. Le Conseil est toujours composé de 11 membres. Monsieur Arthur BONDON est Adjoint au Maire.

1920 Monsieur DOUMEINS devient secrétaire de mairie.

On crée une classe supplémentaire pour une meilleure répartition des élèves.

Les poilus rentrent chez eux et on leur fait un banquet d'honneur.

On supprime les indemnités de cherté de vie, mais on porte le salaire des cantonniers à 2000 F. On leur accorde 20 JOURS de permission payée (1 jour par mois) dont 8 jours pour les vendanges. Le salaire du Garde Champêtre est de 1800 F.

Pour la première fois, on nomme trois commissions au conseil : Commission des bois, des finances et des chemins.

Le 30/03/1920, on achète un terrain à l'angle de la route de MARGAUX et d'ARSAC au Château CITRAN, pour édifier le Monument aux MORTS. Trois cent vingt six mètres carrés pour 25 F. Le devis estimatif de l'œuvre est de 11 564.60 F.

Les toitures des bâtiments communaux sont en ruines. L'Eglise et les écoles doivent être refaites (*la guerre vient de finir*).

On agrandit la cour des écoles

On extrait 1000 m³ de grave, tellement les chemins sont en mauvais état.

On vend 1431 pins gemmés de CARCASSONNE et de l'EGLISE (MISSAU D'ARSAC à ce jour). Mise à prix 50 000 F.

On veut avoir l'appellation MARGAUX.

- Considérant que nous ne sommes séparés de la commune de MARGAUX que par une parcelle de vigne du CHATEAU PALMER, 3^{ème} Cru Classé sur la commune de CANTENAC

- Considérant que CHATEAU MARGAUX a une grande parcelle de vigne à moins de 2 km de la limite d'AVENSAN (VIREFOUGASSE)

- Considérant que les vins d'AVENSAN ont été introduits couramment dans l'AOC MARGAUX

- Considérant que certains propriétaires de MARGAUX ont des vignes à AVENSAN et font leur vin à MARGAUX

- Considérant que, de tout temps, le CHATEAU CITRAN, cru réputé, a utilisé le nom de MARGAUX

- Considérant que la récolte 1919 n'est que de 600 Tonneaux de vins uniquement produits sur des graves, alors que les communes de MARGAUX, CANTENAC et SOUSSANS ont des vins de palus

- Considérant que la 7^{ème} édition du FERET, qui fait notoriété sur les vins de BORDEAUX, classe AVENSAN à la suite de MARGAUX, en disant que « par la finesse et le bouquet, les vins d'AVENSAN se rapprochent de ceux de MARGAUX, mais sont plus corsés »

Par ces motifs, le conseil revendique l'AOC MARGAUX.

S'il y a procès, 1/3 des frais seront pris à notre charge.

Plus rien ne transparaît ni n'est lisible sur cette affaire mais l'AOC nous est finalement refusée.

On dégage 400 F. pour l'entretien du cimetière et on achète le drapeau de la section des anciens combattants pour 200 F.

